



Comment «couper l'herbe sous le pied des dealers»

La capitale vaudoise pourra rejoindre le groupe de travail des villes suisse qui veulent tester les modèles légaux de consommation. Mais Lausanne est en retard sur ses pairs



Sécurité
Lutte contre le marché noir et questions de santé publique se rejoignent dans les préoccupations des villes. KEYSTONE

Alain Détraz

Autant le dire tout de suite, ce n'est pas demain la veille que les amateurs pourront légalement acheter un sachet d'herbe et s'allumer leur joint dans les rues de Lausanne. Mais la tendance amorcée mardi soir est là: les élus politiques veulent tenter autre chose que l'interdiction pure et simple du cannabis. En acceptant le rapport soumis par le municipal socialiste Oscar Tosato, le Conseil communal a

donné le champ libre à la Ville pour intégrer le groupe de réflexion mené par Bâle, Berne, Genève et Zurich. Toutes cherchent les moyens de supprimer, ou d'amoinrir, les effets néfastes du marché illégal de la fumette. La consommation sous contrôle des autorités est la piste envisagée, sous différentes formes. En la matière, Lausanne n'a pas beaucoup d'avance.

A quand un essai grandeur nature de consommation légale de cannabis dans la capitale vaudoise? La question reste pour

l'heure sans réponse. «Nous n'avons pas encore fait de demande auprès de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), tempère Oscar Tosato. Nous attendrons de voir ce qu'il ressortira des essais d'autres villes; c'est seulement ensuite que nous pourrions demander la tenue d'une expérience.»

Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 29'304
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 729.006
N° d'abonnement: 729006
Page: 3
Surface: 125'400 mm²



«Nous attendrons de voir ce qu'il ressortira des essais d'autres villes»

Oscar Tosato Conseiller municipal lausannois, en charge du Social

Le local d'injection en priorité

Le municipal en charge du Social avoue ne pas être en mesure de dire quel modèle de consommation correspondrait aux particularités de sa ville. Une prudence qui s'explique sans doute par le débat, encore à venir, sur l'ouverture d'un espace de consommation contrôlé dédié à la prise de drogues dures. Le sujet est au moins aussi sensible que celui du pétard légalisé. Or il ne l'est plus dans les villes qui ont déjà franchi ce pas et qui s'orientent désormais sur la question du cannabis sous contrôle des pouvoirs publics.

Face aux doutes exprimés par la droite de l'hémicycle lausannois, Oscar Tosato a toutefois démontré son engagement par un discours étonnamment tranché, synthétique. «Le cannabis n'est pas un phénomène marginal», lance-t-il en s'appuyant sur des chiffres. Entre 40 et 60 tonnes de cannabis sont consommées chaque année en Suisse, 2,8 tonnes saisies par an. Le tout représente un marché noir d'une valeur située entre 400 et

40-60 tonnes de cannabis sont consommées chaque année en Suisse. Un chiffre donné par Oscar Tosato face au plénum lausannois

600 millions de francs. Soit autant de raisons de ne pas laisser ce marché aux dealers de rue. D'autant plus qu'on ne sait rien de la toxicité et de la teneur en substance active des produits écoulés. Voilà pour les arguments en faveur d'une consommation contrôlée, qui mêlent des questions d'ordre et de santé publics. Créer un marché contrôlé pour assécher une grande part du marché sauvage, telle est la logique.

2,8 tonnes de cannabis sont saisies chaque année en Suisse. Ce qui représenterait quelque 80% des saisies de drogues

mateurs. D'autres modèles varient les publics cible: jeunes, dépendants, malades...

Groupe informel

A Lausanne, la proposition d'un modèle pourrait venir d'un groupe informel d'élus de tous bords, excepté l'UDC, qui se sont rencontrés à plusieurs reprises depuis le printemps 2015. «Nous avons étudié la question des drogues sous tous

400-600 millions de francs, c'est la valeur annuelle du marché noir du cannabis en Suisse

Si la Municipalité lausannoise ne se prononce pas sur le choix d'un modèle de contrôle, elle espère bien tirer la leçon des expériences qui seront peut-être autorisées par le département du conseiller fédéral Alain Berset (*lire ci-dessous*). Berne semble ainsi proche de proposer un modèle de vente en pharmacie, pour des adultes à la consommation récréative. D'autres s'appuient sur le modèle connu en Espagne des clubs de consom-

3,1 kilos de cannabis sont consommés chaque jour à Lausanne, selon les chiffres rendus par une analyse des eaux usées de la ville

ses aspects en faisant intervenir des spécialistes, indique Vincent Rossi, l'initiateur de ce Groupe Drogues. Nous avons beaucoup appris et, pour tous les professionnels, il s'agit de trouver une alternative au marché noir actuel.» Alors, pour Lausanne, quel modèle choisirait-il de tester? «Je n'ai pas encore d'avis tranché», avoue l'élus des Verts. La réflexion ne fait que commencer.



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 29'304
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 729.006
N° d'abonnement: 729006
Page: 3
Surface: 125'400 mm²

Feu vert du plénum lausannois

● Le Conseil communal a donné son feu vert mardi soir. Le débat a opposé gauche et droite, à l'avantage de la première, favorable au test. «Mener une réflexion sur la drogue? C'est inutile, car la Ville le fait déjà», lance le PLR Mathieu Blanc, qui se réfère à un groupe informel composé de plusieurs partis, réunis à quelques reprises autour de cette thématique. Pour sa collègue Françoise Longchamp, une légalisation du cannabis ne laisserait pas les dealers sur le carreau puisqu'ils s'empresseraient de trouver une autre drogue à vendre. Plus à droite, l'UDC et le PLC ont estimé la démarche comme «inutile» ou «déjà vue». Au centre, les voix se sont montrées partagées entre ouverture et fermeté.

A gauche, le constat général est l'échec de la répression. «À Lausanne, 3,1 kg de cannabis sont consommés chaque jour, et nous avons la responsa-

bilité d'étudier et de maîtriser - avec d'autres villes - ce phénomène», lance le municipal socialiste Oscar Tosato. Selon les chiffres donnés mardi soir, «entre 40 et 60 tonnes» de cannabis sont consommés chaque année en Suisse. Soit un marché illégal voisin du demi-milliard de francs, que les villes veulent tenter d'encadrer.

«Le meilleur moyen de lutter contre les dealers de rue est de leur couper l'herbe sous le pied!» Le jeu de mots de Vincent Rossi (Les Verts) a fait sourire l'assemblée, mais la plaisanterie ne l'était qu'à moitié. Et l'écologiste de poursuivre: «Continuer avec une recette qui ne donne pas de résultats est un signe de défaite, indigne de notre société.» Soumise au vote, la décision de rejoindre le groupe de travail formé par les Villes de Bâle, de Berne, de Genève et de Zurich a été adoptée par 54 oui et 25 non.



Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 29'304
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 729.006
N° d'abonnement: 729006
Page: 3
Surface: 125'400 mm²

De longs débats en perspective

● En 2008, les Suisses ont refusé l'initiative visant à dépénaliser le cannabis. Mais la révision de la loi fédérale sur les stupéfiants a été adoptée dans le même temps. Celle-ci prévoit la possibilité d'expérimenter la substance, et c'est dans ce cadre que le conseiller fédéral Alain Berset s'était montré ouvert à de nouveaux tests. «C'est un fait que plus d'un cinquième de la population a fait l'expérience du cannabis, disait-il en avril dernier. Nous ne pouvons pas simplement regarder ailleurs. Nous devons résolument chercher et tester de nouvelles idées.» Il avait, en revanche, été clair en excluant une légalisation généralisée de cette drogue, étant donné le cadre légal actuel.

Cette possibilité de réaliser des tests est menacée au parlement fédéral par une initiative déposée par la conseillère nationale thurgovienne Verena Herzog

(UDC). Cette initiative vise à limiter les dérogations que peut accorder l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) pour des projets de recherche liés aux drogues. Le texte limiterait l'expérimentation du cannabis au seul registre clinique. S'il devait être adopté par les Chambres fédérales, les Villes seraient privées de tout espoir de lancer quelque test que ce soit.

Mais le débat est loin d'être clos. Si le texte devait passer à Berne, les Villes ne comptent pas baisser les bras. «Si c'est le cas, il y aura un référendum, c'est sûr», confiait Sandro Cattacin, membre genevois du groupe de réflexion intervilles (*notre édition du 23 juin*).

Par ailleurs, l'association Legalize it! a lancé ce printemps la récolte de signatures en vue d'une nouvelle initiative populaire visant la dépénalisation de la consommation personnelle chez les adultes.